



## **Assemblée générale**

Distr.  
GÉNÉRALE

A/49/731  
14 décembre 1994  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

Quarante-neuvième session  
Point 91 de l'ordre du jour

### FORMATION ET RECHERCHE

#### Rapport de la Deuxième Commission

Rapporteur : M. Ahmed Yousif MOHAMED (Soudan)

#### I. INTRODUCTION

1. À sa 3e séance plénière, le 23 septembre 1994, l'Assemblée générale a décidé, sur recommandation du Bureau, d'inscrire à son ordre du jour la question intitulée :

"Formation et recherche :

- a) Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche;
- b) Université des Nations Unies"

et de la renvoyer à la Deuxième Commission.

2. La Deuxième Commission a examiné ce point à ses 20e, 28e, 30e, 31e et 34e séances, les 7, 16 et 29 novembre et les 1er et 13 décembre 1994. Les débats de la Commission sur ce point sont récapitulés dans les comptes rendus analytiques pertinents (A/C.2/49/SR.20, 28, 30, 31 et 34). L'attention est appelée également sur le débat général que la Commission a tenu de sa 3e à sa 8e séance, le 7 octobre et du 11 au 13 octobre (voir A/C.2/49/SR.3 à 8).

3. Pour l'examen de ce point, la Commission a été saisie des documents suivants :

a) Lettre datée du 3 octobre 1994, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Algérie auprès de l'Organisation des Nations Unies, transmettant la Déclaration des ministres des affaires étrangères des États membres du Groupe des 77 adoptée lors de leur dix-huitième Réunion annuelle, tenue à New York, le 30 septembre 1994 (A/49/462 et Corr.1);

b) Lettre datée du 23 septembre 1994, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Panama auprès de l'Organisation des Nations Unies transmettant le rapport final de la vingtième réunion ordinaire du Conseil latino-américain, tenue à Mexico, du 30 mai au 3 juin 1994 (A/49/486).

a) Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche

a) Rapport du Directeur général par intérim de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche<sup>1</sup>;

b) Rapport du Secrétaire général sur la mise en oeuvre de la résolution 48/207 de l'Assemblée générale (A/49/634);

b) Université des Nations Unies

a) Rapport du Conseil de l'Université des Nations Unies<sup>2</sup>.

4. À la 20e séance, le 7 novembre, le Recteur de l'Université des Nations Unies a fait une déclaration liminaire (voir A/C.2/49/SR.20).

5. À la 28e séance, le 16 novembre, le Directeur général par intérim de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche a fait une déclaration liminaire (voir A/C.2/49/SR.28).

## II. EXAMEN DES PROPOSITIONS

### A. Projet de résolution A/C.2/49/L.42

6. À la 30e séance, le 29 novembre, le représentant du Japon, parlant au nom de l'Algérie, de l'Allemagne, de l'Arabie saoudite, de l'Argentine, de l'Autriche, du Bangladesh, du Bélarus, de la Belgique, du Bénin, du Brésil, du Canada, du Chili, de la Colombie, du Danemark, de l'Équateur, de l'Espagne, de la Finlande, de la France, de la Grèce, de l'Indonésie, de l'Irlande, de l'Islande, de l'Italie, du Japon, de la Jordanie, du Luxembourg, du Maroc, de la Mauritanie, du Népal, du Nicaragua, de la Norvège, des Pays-Bas, du Pérou, des Philippines, du Portugal, de la République de Corée, de la Roumanie, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, du Sénégal, du Sri Lanka, de la Suède, de la Thaïlande, de la Tunisie et de la Turquie, auxquels se sont joints ultérieurement Andorre, la Bolivie, la Fédération de Russie, le Honduras, la Hongrie, le Nigéria et le Venezuela, a présenté un projet de résolution (A/C.2/49/L.2) intitulé "Université des Nations Unies".

---

<sup>1</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-neuvième session, Supplément No 14 (A/49/14).

<sup>2</sup> À paraître en tant que Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-neuvième session, Supplément No 31 (A/49/31).

7. À la 31e séance, le 1er décembre, le Vice-Président de la Commission, M. Arjan P. Hamburger (Pays-Bas) a informé la Commission des résultats des consultations officielles tenues sur ce projet de résolution et a amendé oralement le texte comme suit :

a) Au paragraphe 2 du dispositif du texte anglais, le mot "organizations" est remplacé par le mot "agencies";

b) Au paragraphe 4 du dispositif, le mot "General" est ajouté avant le mot "Assembly".

8. À la même séance, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.2/49/L.42 tel qu'oralement amendé sans le mettre aux voix (voir par. 17, projet de résolution I).

B. Projets de résolution A/C.2/49/L.46 et L.59

9. À la 30e séance, le 29 novembre, le représentant du Nigéria, parlant au nom de l'Algérie, de l'Argentine, de l'Australie, de l'Autriche, du Bénin, du Cameroun, de la Chine, de la Colombie, de Cuba, de la Jamahiriya arabe libyenne, du Japon, de la Namibie, du Niger, du Nigéria et de l'Ouganda, auxquels se sont joints ultérieurement la Bolivie, la Guinée, Haïti, le Kenya et le Soudan, a présenté un projet de résolution (A/C.2/49/L.46) intitulé "Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche", qui se lit comme suit :

"L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 47/227 du 8 avril 1993 et 48/207 du 21 décembre 1993,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche<sup>3</sup> et le rapport du Directeur général de l'Institut sur les activités de celui-ci<sup>4</sup>,

Consciente de l'importance et de l'utilité croissantes que présentent les activités de formation menées dans le système des Nations Unies, et des nouveaux besoins de formation de tous les États Membres,

Considérant également l'utilité des activités de recherche menées par l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche conformément à son mandat,

Sachant qu'il importe que l'Institut restructuré continue à resserrer ses liens avec les institutions nationales et internationales compétentes des pays industrialisés et en

---

<sup>3</sup> A/49/634.

<sup>4</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-neuvième session, Supplément No 14 (A/49/14).

développement, afin de permettre au système des Nations Unies de répondre aux besoins de formation de la manière la plus rentable et en servant au mieux les intérêts de tous les États Membres,

Notant avec satisfaction les mesures prises pour mener à bien la restructuration de l'Institut, qui redevient l'établissement de formation dynamique envisagé lors de sa fondation,

1. Prend note des recommandations du Conseil d'administration de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche;

2. Engage instamment les États Membres à verser des contributions volontaires à l'Institut restructuré, en particulier à son fonds général, afin d'assurer sa viabilité et la poursuite du développement de ses programmes de formation;

3. Réaffirme que le financement des programmes de formation entrepris à la demande expresse d'États Membres de l'ONU et de membres d'organes ou d'institutions spécialisées des Nations Unies devra être organisé par les parties qui les ont demandés;

4. Prie le Secrétaire général de mettre à la disposition de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, gratuitement et sans que cela entraîne d'incidences financières pour l'Organisation des Nations Unies, des locaux à usage de bureau à Genève, dans la limite des moyens existants, ainsi que l'appui logistique et administratif d'usage;

5. Prie également le Secrétaire général de mettre à la disposition de l'Institut, gratuitement et sans que cela entraîne d'incidences financières pour celui-ci, les locaux nécessaires pour installer un bureau de liaison à New York, et prie à ce propos le Conseil d'administration de prêter à la question l'attention voulue, afin d'éviter toute répercussion fâcheuse sur la situation financière de l'Institut;

6. Invite l'Organisation des Nations Unies et ses fonds et programmes, notamment le Programme des Nations Unies pour le développement, à étendre leur collaboration avec l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche afin de faire de celui-ci un instrument important pour la fourniture au système des Nations Unies de services en matière de formation et de recherche;

7. Prie le Secrétaire général de lui présenter à sa cinquantième session un rapport sur les mesures prises en application de la présente résolution."

10. Le 2 décembre 1994, un état des incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/C.2/49/L.46, présenté par le Secrétaire général conformément à l'article 153 du règlement intérieur de l'Assemblée générale, a été distribué sous la cote A/C.2/49/L.52.

11. À la 34e séance, le 13 décembre, le Vice-Président de la Commission, M. Arjan P. Hamburger (Pays-Bas) a présenté un projet de résolution (A/C.2/49/L.59) qu'il a soumis à la suite des consultations officielles tenues sur le projet de résolution A/C.2/49/L.46.

12. La Commission était saisie d'un état des incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/C.2/49/L.59, présenté par le Secrétaire général conformément à l'article 153 du règlement intérieur de l'Assemblée générale (A/C.2/49/L.66).

13. Avant l'adoption du projet de résolution, le représentant des États-Unis d'Amérique a fait une déclaration (voir A/C.2/49/SR.34).

14. À la 34e séance, le 13 décembre, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.2/49/L.59 sans le mettre aux voix (voir par. 17, projet de résolution II).

15. Après l'adoption du projet de résolution, les représentants du Cameroun, des États-Unis d'Amérique, du Japon, du Nigéria, de l'Autriche, de l'Australie et du Pakistan ont fait des déclarations (voir A/C.2/49/SR.34).

16. Le projet de résolution A/C.2/49/L.59 ayant été adopté, le projet de résolution A/C.2/49/L.46 a été retiré par ses auteurs.

### III. RECOMMANDATIONS DE LA DEUXIÈME COMMISSION

17. La Deuxième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter les projets de résolution ci-après :

#### PROJET DE RÉSOLUTION I

##### Université des Nations Unies

L'Assemblée générale,

Réaffirmant ses résolutions antérieures concernant l'Université des Nations Unies,

Ayant examiné le rapport du Conseil de l'Université des Nations Unies sur les travaux de cette institution en 1993<sup>5</sup>, ainsi que l'exposé de la suite de ces travaux en 1994, fait oralement par le Recteur de l'Université le 7 novembre 1994<sup>6</sup>,

Prenant note de la décision 4.2.2 adoptée par le Conseil exécutif de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture lors de sa cent quarante-quatrième session, tenue à Paris du 25 avril au 5 mai 1994,

---

<sup>5</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-neuvième session, Supplément No 31 (A/49/31).

<sup>6</sup> Ibid., quarante-neuvième session, Deuxième Commission, 20e séance.

Se déclarant vivement reconnaissante des contributions volontaires consenties jusqu'à présent par des gouvernements et diverses entités publiques et privées pour soutenir l'Université,

Notant avec satisfaction que le Recteur s'efforce de comprimer les dépenses administratives et de refondre le programme de l'Université, mais préoccupée par les difficultés financières que cette institution continue de connaître,

Notant également avec satisfaction que le Conseil de l'Université a décidé d'effectuer, dans le cadre de la deuxième Perspective à moyen terme (1990-1995), une évaluation prospective des travaux qui ont été entrepris par l'Université, afin de déterminer dans quel sens orienter par la suite ces activités,

Préoccupée par le fait que les travaux de l'Université ne sont pas suffisamment connus, en particulier par les autres organismes des Nations Unies, et que leurs résultats ne sont pas exploités autant qu'ils pourraient l'être,

Considérant que l'Université apporte des contributions de plus en plus nombreuses en tant que réservoir d'idées au niveau mondial pour la communauté internationale en général et les organismes des Nations Unies en particulier, et comptant que ces apports de l'Université se développeront encore au cours de sa troisième décennie d'existence, dans laquelle elle va entrer l'an prochain,

1. Se réjouit que le Conseil de l'Université des Nations Unies ait entrepris de refondre le programme de l'Université et de l'adapter plus étroitement aux priorités et aux préoccupations des Nations Unies et de la communauté universitaire mondiale, et insiste sur la nécessité de poursuivre les efforts en ce sens;

2. Prie à cet égard le Conseil et le Recteur de l'Université des Nations Unies de prendre encore d'autres initiatives pour assurer la notoriété de l'Université, et en particulier pour que les États Membres, l'Organisation des Nations Unies et ses organismes connaissent bien cette institution et resserrent leurs relations avec elle et pour que les résultats de ses travaux soient davantage diffusés, et de rendre compte des mesures qu'ils auront prises en ce sens dans le rapport que le Conseil de l'Université lui présentera à sa cinquante et unième session;

3. Souligne la nécessité de développer la coordination et la coopération entre les centres de recherche et de formation de l'Université;

4. Prie le Secrétaire général d'envisager, afin que le système des Nations Unies s'inspire davantage des travaux de l'Université, des moyens novateurs qui permettent aux autres organismes des Nations Unies d'améliorer la communication et l'interaction avec l'Université et de tenir compte de ses travaux dans toutes leurs activités pertinentes, compte tenu de la résolution 47/199 de l'Assemblée générale en date du 22 décembre 1992 et de lui présenter un rapport à ce sujet lors de sa cinquante et unième session;

5. Prie le Conseil et le Recteur de l'Université de continuer à veiller à ce que cette institution fonctionne de manière efficace et économique et à assurer la transparence de ses finances et de ses comptes, de redoubler

/...

d'efforts pour accroître le Fonds de dotation de l'Université et de recueillir les contributions nécessaires pour financer les dépenses de fonctionnement et les divers programmes et projets de l'Université;

6. Prie le Secrétaire général de poursuivre ses efforts pour maintenir à sa valeur réelle et faire fructifier le capital du Fonds de dotation de l'Université;

7. Engage la communauté internationale à verser des contributions volontaires à l'Université, en particulier à son Fonds de dotation.

## PROJET DE RÉSOLUTION II

### Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 46/180 du 19 décembre 1991, 47/227 du 8 avril 1993 et 48/207 du 21 décembre 1993,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche<sup>7</sup> et le rapport du Directeur général par intérim de l'Institut sur les activités de celui-ci<sup>8</sup>,

Consciente de l'importance et de l'utilité croissantes que présentent les activités de formation menées dans le système des Nations Unies, et des nouveaux besoins de formation de tous les États Membres,

Considérant l'utilité des activités de recherche liée à la formation menées par l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche conformément à son mandat,

Sachant qu'il importe que l'Institut restructuré continue à resserrer ses liens avec les institutions nationales et internationales compétentes des pays industrialisés et en développement, afin de permettre au système des Nations Unies de répondre aux besoins de formation de la manière la plus rentable et en servant au mieux les intérêts de tous les États Membres,

Notant avec intérêt les mesures prises pour mener à bien la restructuration de l'Institut, en vue de faire de celui-ci l'établissement de formation dynamique envisagé lors de sa fondation,

1. Prend note des recommandations du Conseil d'administration de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche;

---

<sup>7</sup> A/49/634.

<sup>8</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-neuvième session, Supplément No 14 (A/49/14).

2. Engage instamment les États Membres à verser des contributions volontaires à l'Institut restructuré, en particulier à son Fonds général, afin d'assurer sa viabilité et la poursuite du développement de ses programmes de formation;

3. Réaffirme que le budget administratif et les programmes de formation de l'Institut seront financés en totalité par des contributions volontaires, des dons et des subventions à des fins spéciales ou par imputation sur les comptes de frais généraux des agents d'exécution;

4. Prie le Secrétaire général de mettre à la disposition de l'Institut, pour un montant équitable calculé sur la base de celui que l'ONU paie elle-même et en veillant à ce que l'Institut soit traité sur un pied d'égalité avec les autres entités de l'Organisation, y compris pour la période écoulée depuis le transfert du siège de l'Institut à Genève, des locaux à usage de bureau à Genève ainsi qu'un appui administratif et logistique;

5. Prie également le Secrétaire général de mettre à la disposition de l'Institut, pour un montant équitable calculé sur la base de celui que l'ONU paie elle-même et en veillant à ce que l'Institut soit traité sur un pied d'égalité avec les autres entités de l'Organisation, les locaux nécessaires pour installer un bureau de liaison à New York, et prie à ce propos le Conseil d'administration de prêter l'attention voulue à la question, afin d'éviter toute répercussion fâcheuse sur la situation financière de l'Institut;

6. Invite l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche et l'Organisation des Nations Unies et ses fonds et programmes, notamment le Programme des Nations Unies pour le développement, à étendre et intensifier leur collaboration, afin que l'Institut devienne pour le système des Nations Unies un important prestataire de services de formation et de recherche liée à la formation, et à éviter les doubles emplois;

7. Prie le Secrétaire général de renforcer, dans le respect de leurs mandats respectifs, la coopération entre l'Institut et les autres institutions nationales et internationales qui remplissent les conditions requises, notamment le Centre international de formation de l'Organisation internationale du Travail à Turin (Italie);

8. Prie en outre le Secrétaire général de lui présenter à sa cinquantième session un rapport sur les mesures prises en application de la présente résolution.

-----